

écco



EDITION FRANCAISE

ECO est publié par les Organisations non gouvernementales depuis la Conférence environnementale de Stockholm en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP14 - MOP4, Poznan, Décembre 2008.

Au temps pour vous !

Les deux semaines de négociations ont avancé si lentement qu'ECO se demande si les négociateurs réalisent vraiment qu'il ne reste qu'un an avant Copenhague et qu'un an, ce ne sont que 365 jours ?

L'une des avancées de Poznan sur la voie de l'après-2012 est le mandat de négociation, selon lequel les présidents des groupes de travail repartent chacun avec la mission de produire un texte. Certes, mais gardons à l'esprit que si les délégués ne viennent pas avec un mandat pour discuter d'un accord contraignant, rien ne sert de produire des textes !

Et il y a encore du travail à faire car depuis Bali, peu d'évolution dans les politiques climatiques des principaux Etats de l'Annexe I ont eu lieu et cette absence d'ambition y est pour beaucoup dans le "piétinement" de Poznan.

Quand le Japon, le Canada, la Russie et l'Australie jouent au copier/coller de Bali, ECO estime que le monde perd son temps. Les pays industrialisés doivent s'engager nationalement pour 2020, dans le haut de la fourchette de 25-40%. Car des pays comme l'Afrique du Sud ou la Corée du Sud ont mis sur la table des propositions constructives de réduction de leurs émissions et souhaitent s'engager dans des actions nationales appropriées d'atténuation. Le Mexique s'est même permis de devancer bien des pays industrialisés, en se fixant un objectif de long terme.

Les sujets REDD et LULUCF ont également stagné alors que les Parties doivent absolument se mettre d'accord pour supprimer les échappatoires dans LULUCF et éviter que REDD ne soit contaminé.

Sur d'autres points, les Etats ont parfois entamé des débats intéressants. ECO a cru comprendre que l'UE souhaitait étudier plus sérieusement certaines propositions sur le financement, comme celle du Mexique ou de la Norvège. Si d'autres les suivaient, cela faciliterait la vie du Président du AWG-LCA qui doit préparer un document de synthèse pour la prochaine session de Bonn, mettant en avant convergences et divergences de points de vue. Évidemment, s'il n'y a que des divergences, ECO voit mal comment cela pourrait aboutir à un texte de négociation avant juin...

Par contre, les disputes et la confusion sur le fonctionnement du Fonds pour l'adaptation sont en totale contradiction avec les besoins urgents pour faire face aux impacts des changements climatiques exprimés par plusieurs Ministres. L'appel lancé par Ban Ki Moon hier, sur le besoin de passer à l'action, y compris en "augmentant de façon radicale les ressources financières et technologiques", était de la même trempe. La solidarité internationale mérite mieux qu'un simple appel lancé dans le vide... et qui ne trouverait pas d'écho !

Avant la prochaine session UNFCCC à Bonn, l'UE doit reprendre son leadership en adoptant un ensemble de mesures ambitieuses sur le soutien à l'adaptation et à la réduction. Les chefs d'Etat et de Gouvernement européens devront endosser politiquement

ces mesures lors du prochain Conseil de Printemps de mars 2009.

Aux Etats-Unis, le Président Obama a procédé à des nominations encourageantes au sein de son équipe climat-énergie et s'est engagé à ce que les Etats-Unis deviennent un partenaire déterminé dans la lutte contre le réchauffement global. Espérons que cet élan se concrétise pour que la délégation américaine arrive à Bonn avec un vrai mandat de négociation. Une nouvelle dynamique avec les pays en développement pourrait alors voir le jour et les Etats-Unis pourraient cesser d'être une excuse à l'inaction de certains pays comme le Japon, l'Australie, le Canada, la Russie et bien d'autres...

Même si l'ambiance générale parmi les délégations est plutôt maussade, l'alarme des scientifiques continue de sonner... Le chemin vers Copenhague appelle un nouveau mandat pour les négociateurs : "Arrêtez de piétiner, A-VAN-CEZ !"



Pendant ce temps, à Bruxelles...

Le Monde Arabe... pas que les Saoudiens !

Demandez à n'importe quel négociateur son avis sur les Saoudiens, et il soupirera ou glosse nerveusement. Oui, ce pays n'est pas ici pour combattre les changements climatiques, mais pour protéger ses affaires. À Poznan par exemple, il a retardé les progrès sur les fonds d'adaptation en répétant sa revendication d'être indemnisé si les "mesures de riposte" limitent ses ventes d'hydrocarbures. Les Saoudiens ont aussi entravé le progrès des REDD en insistant sur la capture et le stockage du carbone dans le MDP.

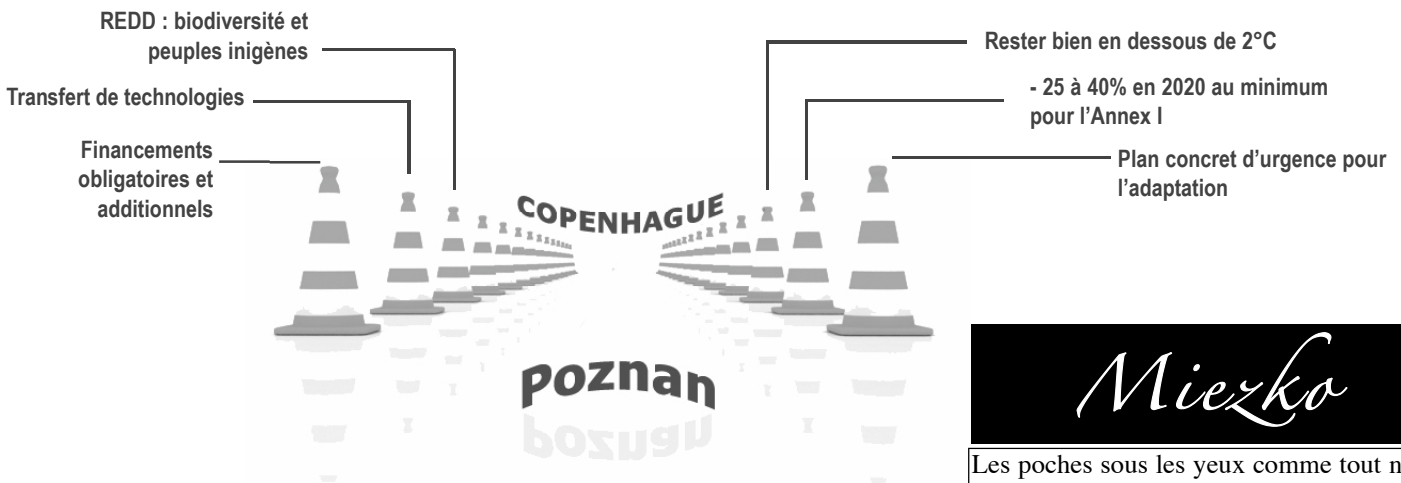
L'Arabie Saoudite, qui fait comme si elle n'avait aucun intérêt à un accord, a eu une influence disproportionnée sur les discussions, non seulement en bloquant formellement les textes, mais aussi en ralentissant les travaux et en pourrissant l'ambiance, presque quotidiennement.

Pourquoi d'autres pays arabes ne s'élèvent pas contre les Saoudiens, surtout ceux qui seraient bénéficiaires d'une action sérieuse contre les changements climatiques ? Pourquoi un pays comme le Qatar, par exemple, soutient les Saoudiens sur tous les thèmes, alors que ses réserves sont surtout faites de gaz naturel et que ce pays gagnerait à un déplacement vers des combustibles

moins émetteurs de CO₂ ? Et où est le Liban, qui a pourtant souffert de nombreux incendies de forêt depuis dix ans ? Et où est l'Égypte, qui risque de perdre 20% du delta du Nil – la base de son économie – sous l'effet de la montée des océans ?

Il y a deux raisons à cela. D'abord, beaucoup de pays arabes ne se sont pas beaucoup investis dans la négociation, ou n'en ont pas les moyens, et ils se contentent de suivre l'Arabie Saoudite. À titre d'exemple, la délégation libanaise ne comprend que deux personnes, tandis que les officiels saoudiens sont une trentaine, capables de suivre les moindres détails. Par ailleurs, les changements climatiques n'ont pas été un sujet majeur dans la majorité des pays arabes, ni du côté officiel ni du côté des sociétés civiles.

Pourtant, la conscience de cette faiblesse se fait jour. Ainsi, au début de cette semaine, des pays comme le Liban, la Syrie, la Jordanie et l'Égypte en ont parlé. De même, l'Algérie – dans un contexte également compliqué de l'Union Africaine – semble n'être plus tout à fait qu'un producteur de pétrole. Eco suit avec attention ces évolutions.



Pour une route sereine vers Copenhague...

Moins de 2°C en Russie

Pour la première fois ECO a un confrère Russe ! "Moins de 2°C" est un bulletin des ONG qui a pour objectif de rendre compte des agissements la délégation russe, ce qu'il ne s'est pas gêné de faire en critiquant la passivité et les réticences russes à faire des propositions constructives à Poznan. Ainsi, après la présentation donnée par Sergey Tulinov sur les potentiels d'atténuation, un article titrait "Conclusion de la première semaine : la Russie hors jeu" et demandait à la délégation de proposer des objectifs et des plans de réduction d'émissions. Un autre sujet traitait de la pétition pour maintenir le nucléaire hors de la MOC et du MDP.

Des délégués russes ont été aperçus en train de lire "Moins de 2°C" chaque matin, à la surprise de leurs rédacteurs débutants. Finalement, leur bulletin aidera peut-être à dynamiser la nonchalance russes lors des négociations ?

Téléchargement sur <http://antiatom.ru/ab/node/610>.

REMERCIEMENTS

Le RAC-F remercie le Ministère français de l'écologie (MEEDDAT) et la Fondation du Prince Albert II de Monaco pour leur soutien financier (le contenu de ce bulletin n'engage en rien ces deux partenaires) ainsi que tous ceux qui ont participé à la rédaction de ce numéro (Diane Vandaele, Morgane Créach, Raphaëlle Gauthier, Benoît Faraco, Jean-Pierre Mousally, Antoine Bonduelle) et l'équipe de ECO anglais. ECO français est disponible sur : www.rac-f.org

Mieszko

Les poches sous les yeux comme tout nouvel observateur angoissé, Mieszko failli renverser son café à l'eau alors qu'il surveillait l'impression des derniers textes, quand il vit la version :10.12.09 ! Aurait-il encore perdu une année ? Ou y a-t-il un complot satanique dans le Directoire du Secrétariat ? Après enquête, Mieszko ne trouva aucun élément de preuve selon lesquels les rédacteurs auraient fait en sorte de ré-établir un niveau "réaliste" d'ambition.

Certains auront entendu le drame d'hier, concernant la délégation de jeunes Canadiens qui a été forcée de "détruire" des photos de sables bitumineux de l'Alberta, au motif que cela pouvait "offusquer" leur Ministre de l'Environnement. Mieszko s'étonne de ce qu'un tel Ministre puisse ignorer la nature intrinsèquement "offensive" de ses propres sables bitumineux. Et rappelle, comme Oscar Wilde, que *Celui qui est facilement offensé, mérite de l'être.*